

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N° 157
25 octobre 2009

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

CDFN de la FSU des 20 et 21 Octobre

Les représentants Front Unique ont combattu :

- **Pour le Front Uni des organisations issues du mouvement ouvrier contre le budget Sarkozy Fillon**
- **Pour que la FSU et ses syndicats exigent le retrait du projet Sarkozy de « réforme » du lycée et boycottent la concertation**

Présentation

Le CDFN s'ouvrait le jour au le Parlement lui, commençait la discussion sur le budget 2010. Le caractère exceptionnel de ce budget, violemment dressé contre tous les acquis des travailleurs (voir intervention) aurait exigé que l'essentiel des travaux du CDFN vise à répondre à la question d'urgence : comment combattre contre ce budget. De même, le fait que quelques jours plus tôt Sarkozy ait annoncé une « réforme » des lycées reprenant l'essentiel de la réforme Darcos que le gouvernement avait été contraint de reporter il y a 10 mois aurait du mettre au centre le combat contre cette « réforme ». Mais la direction de la FSU a décidé... de parler d'autre chose, à savoir de textes de « thèmes » du congrès. Ce qui caractérise ces textes outre leur caractère totalement insaisissable pour le syndiqué lambda, c'est qu'ils sont complètement en dehors de la situation réelle des travailleurs, celle de la violente offensive du gouvernement Sarkozy Fillon, que ces textes s'ingénient à... ne jamais nommer. Mais en réalité sous couvert de faire des « propositions », ils tendent autant de perches à ce même gouvernement pour avancer dans son offensive.

Pour en revenir à l' « action », la direction de la FSU a décidé d'appeler à une grève de 24 heures.... Le 24 Novembre. Elle a choisi d'attendre... que la discussion parlementaire sur le budget soit terminée. Elle a choisi de rejeter tout appel à une manifestation nationale à l'Assemblée au moment de la discussion parlementaire, et même de rejeter la proposition de la section du Puy de Dôme qui sans formuler clairement l'appel à manifester à l'Assemblée demandait l'organisation d'une manifestation nationale au moment de la discussion parlementaire. Ces propositions ont été rejetées conjointement par Uet A, l'EE, et PRSI (ce dernier courant soutenant l'appel à la journée d'action du 24 à la simple condition qu'elle se fasse sur des revendications à peine plus « radicales »)

Entre ces courants, il existe un accord de fond : surtout ne pas affronter le gouvernement Sarkozy Fillon.

Du 5 au 26, les syndiqués de la FSU auront la possibilité de se prononcer pour une autre orientation que celle qui consiste à coopérer via le dialogue social avec toutes les contre réformes du gouvernement Sarkozy Fillon ; une orientation de Front Unique contre ce gouvernement, ce qui commence par la rupture de la concertation sur ses contre réformes.

Du 5 au 26 Novembre, au niveau national et départemental (là où il y a des listes Front Unique)

VOTEZ, FAITES VOTER FRONT UNIQUE.

Intervention d'Olivier LESTANG dans la discussion générale

Les travailleurs, les jeunes, qui cherchent à comprendre comment il se fait qu'une telle paralysie soit organisée par les dirigeants des organisations syndicales auraient tout intérêt à se tourner vers ce qui s'est passé à Pittsburgh il y a un mois.

Il n'est pas exagéré de dire que, depuis l'éclatement de la crise du capitalisme, une Sainte-Alliance mondiale s'est constituée pour défendre et sauver tant que possible ce régime mondial d'exploitation, pourrissant et ouvertement en faillite. Le G20, qui s'est formé à cette occasion est à l'évidence un cadre de coopération entre les principales puissances capitalistes mondiales. Mais les 20 sont 21, et le 21^{ème} membre de ces sommets, c'est la Confédération Syndicale Internationale à laquelle la direction de la FSU tenait à toute force à adhérer.

Non seulement la CSI prépare par un travail de lobbying intense ces sommets, mais encore elle se félicite des résultats, des « avancées » de Pittsburgh. Dans la « déclaration syndicale internationale » de Pittsburgh, la CSI demande

la poursuite des « plans de soutien à l'économie », et demande quant à elle à être « partie prenante » des « organismes de gouvernance mondiale ». Soutien aux politiques de défense d'un mode de production failli, demande de s'y associer plus, on a là à l'évidence le contenu même de ce qui s'est fait en France dans le cadre de l'intersyndicale sauce Chérèque avec le soutien actif de la direction de la FSU.

La CSI est pour les « plans de soutien » à l'économie capitaliste ? Mais en France, c'est le budget Sarkozy-Fillon le principal « plan de soutien » ! C'est dans ce budget que viennent s'accumuler, sous forme de dette ou de subventions, les dizaines de milliards donnés aux capitalistes, la suppression de la taxe professionnelle, la taxe carbone pour les masses, et les suppressions de postes. Tout ces aspects ne font qu'un : « nous faire payer leur crise ».

Et avec quelles conséquences ! Il faut souligner l'importance des événements à France Telecom, car c'est l'avenir de tous les travailleurs de la fonction publique qui est ici concentré. Ce n'est pas, non la « souffrance au travail » en général qui est en cause. C'est une politique de restructurations forcées, de mobilité à outrance. Pour parler clair, c'est exactement ce que fera la combinaison de la RGPP/ et de la loi mobilité dans toute la fonction publique, un cocktail mortel.

Mais que fait la direction de France Telecom ? Elle constitue des groupes de travail avec les directions syndicales pour édifier un « nouveau contrat social » alors même qu'elle annonce la poursuite de sa politique de restructurations, ne l'aménageant qu'à la marge (ce qu'on appelle dans la novlangue des directions syndicales des « bougés »). Donc elle recourt à l'édrédon de la concertation pour étouffer les protestations contre sa politique mortifère.

Cette question de la concertation est aujourd'hui posée de façon centrale sur deux points à la fédération.

D'abord sur la question de la mastérisation, de la réforme de la formation. Il ne s'agit pas de « réécrire » la circulaire comme l'ont demandé UA, EE & PRSI lors du dernier Cdfn. Il s'agit pour en avoir le retrait de ne pas participer aux groupes de travail mis en place par le gouvernement pour ne pas accompagner cette contre-réforme jusqu'au bout, au risque de menacer l'existence même de notre fédération.

Ensuite, la réforme des lycées. Il faut être au clair. C'est une machine à casser les postes, les statuts. 2 heures en moins, la suppression des redoublements, le recours massifs aux précaires (étudiants en master, assistants de langue, ...) au détriment des enseignants certifiés et agrégés reconvertis en Copsy d'occasion, etc. C'est aussi une machine à déqualifier la jeunesse, dont un instrument essentiel est le « livret de compétences » inventé par Hirsch, « compétences » qui seraient évaluées pour le bac, y compris pour l'orientation !

Alors au lieu de se féliciter comme le fait la direction du SNES, il faut s'y opposer, en exiger le retrait.

Et à nouveau cela exige de refuser la concertation que Sarkozy a présentée en ces termes : « nous n'en sommes qu'à mi-chemin ». La concertation doit lui permettre de faire l'autre moitié : cela ne doit pas être le cas.

La rupture avec la concertation prend son sens dans la perspective du combat contre le gouvernement. Ce combat, lors de ce Cdfn, il est encore temps, tout juste temps, d'appeler, lors de la discussion budgétaire, à la manifestation centrale devant et contre l'Assemblée UMP, pour le rejet du projet de budget Sarkozy.

Intervention de Roland MICHEL. Présentation de la motion : pour la manifestation centrale à l'Assemblée Nationale : A bas le budget Sarkozy Fillon

Depuis plus de deux heures, le CDFN discute sur : que vaut il mieux : la grève de 24 heures ? La grève reconductible ? Mais c'est une discussion purement scolastique, une discussion sur le sexe des anges. Car il faut d'abord répondre à la question : sur quel objectif combattre ? S'agit-il de combattre le gouvernement Sarkozy Fillon ou d'obtenir de « nouvelles avancées » selon la formule des dirigeants syndicaux ? Dans toute cette discussion, il n'a jamais été question du budget 2010. C'est dire à quel point elle est en dehors de la situation réelle. Car en ce moment même au parlement s'ouvre la discussion budgétaire. Evidemment depuis des décennies tous les budgets sont réactionnaires. Mais celui-ci est exceptionnel. Il y a quelques mois des dizaines de milliards étaient déversés aux banques. Aujourd'hui, les grandes banques annoncent des bénéfices record. Par quels moyens ? Par le développement d'une nouvelle bulle spéculative qui prépare pour demain une nouvelle catastrophe ! Les déficits battent tous les records et les travailleurs doivent payer le loyer de la dette, deuxième poste budgétaire. La taxe professionnelle est abolie. Grande victoire du MEDEF, dit Parizot. La taxe carbone, elle, est instaurée, que paieront les travailleurs, mais pas Total ! Les exonérations sociales de toute sorte sont accordées aux patrons, mais le budget projette de fiscaliser les indemnités accidents du travail. Et on supprime 35000 postes.

Et que nous propose t-on ? Une grève de 24 heures, qui plus est des seuls enseignants, dans plus d'un mois lorsque la discussion budgétaire sera terminée !

Ce qui est nécessaire à l'inverse, c'est d'appeler à la manifestation nationale à l'Assemblée avant la fin de la discussion parlementaire (*Ndlr prévue le 15 Novembre*). C'est que la FSU propose l'organisation d'une telle manifestation à l'ensemble des organisations syndicales. Je sou mets donc au nom du courant Front Unique une motion en ce sens. Je note que sans aller jusqu'à expliciter que l'objectif de la manifestation doit être l'Assemblée Nationale – ce qui n'est évidemment pas sans importance – la proposition d'une manifestation nationale au moment du vote du budget est reprise par la FSU 63.

Motion Budget

Le CDFN se tient au moment même où s'ouvre la discussion parlementaire sur le budget

Ce budget est d'une violence sans égale pour les travailleurs : 35000 suppressions de poste dans la Fonction Publique, fiscalisation des indemnités accidents du travail, taxe carbone payée par les travailleurs mais bien sûr pas par les trusts pollueurs comme Total. Il s'accompagne des plus violentes offensives contre le droit à la santé contenu dans la Loi de Financement de la Sécurité Sociale : suppression massive de postes dans l'Hôpital Public, forfait hospitalier, liquidation du secteur conventionnel avec la création du « secteur optionnel », déremboursement des médicaments

Dans le même temps la taxe professionnelle est supprimée, ce dont Parisot se félicite comme d'une grande victoire les exonérations fiscales et sociales se multiplient pour les patrons.

Il y a urgence, il n'y a plus que quelques jours pour réaliser le Front Uni des organisations issues du mouvement ouvrier, en premier lieu les syndicats contre ce budget.

*Le CDFN de la FSU se prononce : à bas le budget Sarkozy Fillon !

*Le CDFN de la FSU appelle à la manifestation nationale à l'Assemblée Nationale dans les délais les plus proches, avant le vote de ce budget au Parlement

*Le CDFN mandate le secrétariat de la FSU pour qu'il prenne tous les contacts, en particulier auprès de la CGT, de FO, de toutes les organisations syndicales pour leur proposer la convocation commune d'une telle manifestation

Pour 6 Contre 57 Abstentions 18 refus de vote 30

Intervention d'Olivier Lestang : pour le retrait du projet de « réforme » du lycée, contre la participation à la concertation

Sans doute les syndiqués ont-ils été nombreux à se frotter les yeux en découvrant les réactions plutôt positives de la direction fédérale et de celle du SNES suite au discours de Sarkozy annonçant en personne les axes de sa « réforme ». Il est vrai que la Une de Pour l'appelait en quelque sorte de ses vœux, en titrant « lycées, besoin de réformes » à la veille de l'intervention de Sarkozy, c'était une porte ouverte.

Car il est bien évident que cette réforme est d'abord, mais pas seulement, une machine à poursuivre les suppressions de postes. 2 heures de cours en moins par semaine, sous couvert d'un « suivi personnalisé » bidon, assuré par on ne sait qui dans on ne sait quelles conditions – pourquoi pas les successeurs des CPE qu'on expérimente dans l'académie de Créteil-, voilà ainsi des milliers de postes qui pourraient ainsi sauter. Idem avec la suppression des redoublements. Les discussions qu'a annoncées Sarkozy servant du coup à associer les syndicats à la « définition partagée » des cibles, entre autres. Mais avec le développement annoncé de l'autonomie des établissements pour trouver des « solutions locales », avec, encore ces stages de rattrapage assurés, pourquoi pas par des stagiaires en master professionnalisant, tout est en place pour un bond en avant de la précarité au détriment des postes statutaires.

L'exemple des langues est édifiant : sous couvert d'avoir découvert le fil à couper le beurre ('une langue se parle'), Sarkozy considère que nul n'est besoin de l'écrire et donc annonce de nouveaux programmes et un déferlement d'assistants de langue qui viendront en lieu et place des professeurs certifiés et agrégés.

L'autre aspect tout aussi décisif de cette réforme, c'est qu'elle est une entreprise de déqualification. Celle des enseignants, auxquels on demanderait de devenir bivalents (enseigner en langue étrangère), auxquels on confierait les tâches d'orientation. Les Copsy seraient eux versés dans le « service régional d'orientation » prôné par le plan Hirsch pour la jeunesse, lequel plan est entièrement axé sur l'apprentissage patronal.

Déqualification aussi pour les élèves : une première « moins spécialisée », l'introduction de « l'histoire de l'Art » au lieu de l'histoire, mais surtout l'utilisation du livret de compétences du plan Hirsch. Ce livret est la septième proposition du livre vert rendu public par celui-ci en juillet. Il s'agit sans nul doute d'un « livret ouvrier » au goût du jour pour la jeunesse, dans lequel seraient portées les différentes activités sociales, artistiques, ou « d'engagement » d'un jeune. Et il s'agit, selon Sarkozy, que ces « compétences » fassent partie non seulement de l'orientation dans le supérieur mais de l'évaluation au baccalauréat ! Ce serait un coup grave porté contre la jeunesse et contre le bac.

Mais le coup n'est pas encore porté. Sarkozy a déclaré « nous n'en sommes qu'à mi chemin ». L'autre moitié du chemin, c'est la concertation qui doit permettre au gouvernement de la faire. Et en effet, s'engager dans une telle concertation, sur de telles bases, ce serait apporter la caution de la FSU, du SNES, à la mise en œuvre de cette « réforme ». Dans ces circonstances, alors que la direction fédérale dit s'élever contre les suppressions de postes, l'évidence est que pour empêcher les suppressions de postes il faut faire barrage à ce projet, en obtenir le retrait. Si la réforme Darcos a été ajournée, c'est suite à la rupture des négociations par le SNES, qui a ouvert la voie au mouvement des lycéens. La voie du retrait de cette « réforme » est tracée : refuser la concertation avec le gouvernement sur cette réforme. C'est ce que propose la motion que nous présentons.

Motion Réforme des lycées

Sarkozy a annoncé les grands axes de la réforme des lycées :

- Réduction massive des heures de cours (une centaine d'heures annuelles) sous couvert de « suivi individualisé », suppression des redoublements ; c'est une machine à supprimer des postes.
- Instauration de la polyvalence des enseignants chargés de l'orientation avec comme conséquence la mise en extinction – liquidation des Conseillers d'Orientation – Psychologues
- Soumission de l'orientation des élèves aux besoins du patronat, via les stages obligatoires en entreprise pour les élèves comme pour les enseignants. Déqualification via « l'introduction du livret de compétences », attaque contre le baccalauréat.
- Elargissement de l' « autonomie des établissements » via l'organisation locale de « stages » hors temps scolaire de « soutien et approfondissement », recours accru à des précaires,...
- Le CDFN de la FSU se prononce pour le retrait du projet de réforme Sarkozy des lycées.

Il rappelle que la rupture avec la commission Gaudemar l'an dernier avait ouvert une situation permettant la grève massive des enseignants de Novembre 2008 et à sa suite le mouvement lycéen, contraignant le gouvernement à reporter la réforme

Sarkozy a conclu son intervention en indiquant à quel point la concertation était indispensable pour faire adopter sa réforme, moyen de vérifier que « *le fil n'était pas cassé* » avec les « partenaires » ; « nous n'en sommes qu'à la moitié du chemin » a-t-il déclaré. Il ne doit pas aller plus loin.

Le CDFN de la FSU se prononce en conséquence contre toute participation de la FSU à la « concertation » et appelle les autres organisations syndicales à adopter la même position.

Pour 10 Contre 63 Abstentions 9 Refus de vote 30

Intervention de Roland MICHEL (extraits) en Commission « thème 3 » : Défense des retraites, défense du régime des pensions, défense de la Sécurité Sociale fondée sur le salaire différé : contre la nouvelle « contre réforme » des retraites en préparation, pour la rupture avec le COR

La question des retraites est à nouveau d'une brûlante actualité. Le gouvernement Sarkozy Fillon a annoncé une nouvelle concertation début 2010 dans un objectif clairement affiché : faire sauter l'âge légal de la retraite à 60 ans pour la repousser jusqu'à ... 67 ans. A cet égard la prise de position de la FSU lors de son congrès est d'une extrême importance. Le gouvernement a à nouveau chargé le COR de baliser le terrain.

Qu'y a-t-il dans le projet de texte du congrès : « *Le parlement a demandé au COR un rapport sur les modalités techniques du passage de tous les régimes actuels à un régime par points ou en comptes notionnels, systèmes utilisés dans d'autres pays européens. Il s'agit de systèmes par répartition, à cotisation définie dont les prestations sont ajustées en fonction de la conjoncture, démographie ou espérance de vie* ». Je m'arrête un instant : la retraite en fonction de la conjoncture, démographie ou espérance de vie ! La phrase qui devrait suivre n'est elle pas ? « *La FSU rejette une telle « réforme » qui soumet la retraite des travailleurs à la santé économique du capitalisme, pulvérise les garanties collectives au nom des différentes « espérances de vie ».* La FSU refuse de discuter d'une telle réforme et quitte le COR ». Hélas, pas du tout ! La suite du texte est sidérante : « *Quelle que soit la modalité, le débat doit porter sur l'amélioration du système des retraites...* » Comme si la « modalité » mise en discussion n'incluait pas la plus violente dégradation du système des retraites. Comme si la mise en œuvre d'un régime unique par points n'impliquait pas la destruction du régime des pensions de la Fonction Publique !

N'est il pas sidérant par ailleurs de constater que le texte proposé au congrès « *met en débat* » : « *les cotisations pourraient être modulées pour favoriser les entreprises qui embauchent* ». Camarades, les cotisations sociales, c'est du salaire différé, c'est à dire du salaire qui n'est pas dépensé individuellement par le travailleur mais dépensé pour les besoins collectifs des travailleurs en matière de soins et de retraites. Est-ce à la direction syndicale de proposer la diminution de salaire (puisqu'au bout du compte c'est de cela qu'il s'agit) dans certaines entreprises (sous le prétexte qu'elles embauchent) ?

De telles propositions doivent être rejetées. Il faut au contraire que la FSU se prononce clairement pour la défense de tous les acquis en matière de retraite, la défense de l'âge légal de la retraite, le refus de participer à la concertation du gouvernement visant à sa remise en cause, et décide de quitter le COR qui, à nouveau et comme lors de toutes les attaques précédentes est chargé de préparer le boulot pour le gouvernement.

Je souhaite m'abonner à la **Lettre de liaison**

Nom:.....Prénom :.....

Adresse:.....

Joindre un chèque de 10 euros pour un an d'abonnement à l'ordre de « Front Unique » et envoyer à l'adresse suivante: Front Unique, 11, rue Michalias, 63000 Clermont-Fd.

www.frontunique.com

email : mel@frontunique.com